

EDITORIAL

Etat d'urgence !

Le Parlement vote la loi pénalisant la négation du génocide arménien. La Turquie s'en offusque. Émoi au Quai d'Orsay. Le Président de la République essaie d'apaiser. Il s'agit là d'un processus normal dans les relations entre Etats.

Mais pourquoi donc, pour se faire « pardonner », devait-on insulter notre Histoire et la soumettre à un manichéisme trompeur ?

Pourquoi donc, pour tenter de plaire à la Turquie, devait-on, en somme, lui dire que notre pays avait fait bien pire qu'elle ?

La lettre du Président de la République à M.Erdogan, Premier Ministre turc, du 18 janvier, est, en effet, confondante ; il «confesse » : *«les souffrances indicibles et la brutalité aveugle de la colonisation française en Algérie »* . Ce qui est tout de même un comble lorsque l'on sait ce qu'a été, en Algérie, la période ottomane et le nombre de Français qui, dans cette époque, y ont été réduits en esclavage !

Mais qui donc étaient les responsables de ces « souffrances indicibles » et les auteurs de cette « brutalité aveugle » ?

Nos ancêtres qui se sont épuisés à travailler des terres que les ottomans occupaient depuis des siècles, sans les mettre en valeur ?

Les propos tenus à Toulon par le candidat Sarkozy résonnaient encore : *« On ne peut reprocher aux fils les fautes que leurs pères n'ont pas commises ! »*. Les prises de position du Ministre Gérard Longuet à Perpignan : *« Assez des professionnels de la repentance ! »* nous rassuraient ; les propos du Secrétaire d'Etat Marc Laffineur à l'Assemblée nationale et à Aix-en-Provence nous apaisaient!

Quel double langage ! Quel gâchis !

En condamnant la colonisation avec de pareils mots - sans la moindre

reconnaissance des horribles souffrances subies par des dizaines et des dizaines de milliers de personnes à cause des terribles décisions prises par le gouvernement français en 1962 - ce sont les nôtres que l'on a condamnés, ce sont notre Mémoire et notre Identité qui ont été insultées. Ceci ne peut être accepté.

Au lieu de ces offenses, ce que les Rapatriés, de toutes confessions, attendent, de façon urgente, c'est **la reconnaissance pleine et entière de la responsabilité de l'Etat dans les drames qu'il a permis après le 19 mars 1962**. Ils ne veulent plus de mots ambigus ; ils attendent des actes clairs, qui engagent.

Le CLAN-R
le 12.02.2012